

----- Message transmis -----

De : Philippe Folliot <Philippe.Folliot@assemblee-nationale.fr>

À : xxxxx

Envoyé : lundi 10 décembre 2018 à 12:20:50 UTC+1

Objet : RE: crise des gilets jaunes

Madame,

Vous avez souhaité m'interroger sur le mouvement dit des « gilets jaunes » et je vous en remercie.

N'ayant pas pour habitude de réagir à chaud, sans avoir, au préalable, rencontré, dialogué et échangé avec mes concitoyens, j'ai pris le temps des rencontres et de la réflexion avant de vous adresser ma réponse. En effet, après avoir été éloigné du département par une session de l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN, la semaine dernière, de jeudi à dimanche, j'ai sillonné ma circonscription pour aller au contact de la population. J'ai ainsi tenu de nombreuses permanences et rencontré de nombreuses personnes.

J'ai donc analysé mes récentes rencontres et les événements de samedi afin de réfléchir à une réponse globale pour sortir de cette séquence. De plus, dans le cadre de mes fonctions de Président de l'Alliance centriste, j'ai été reçu à Maignon lundi soir par le Premier ministre, au même titre que les autres dirigeants de mouvements et partis politiques. J'en ai profité pour faire remonter tout ce que j'ai entendu et ressenti sur le terrain.

Au-delà d'une réponse nationale, sur laquelle je reviendrai un peu plus tard, j'ai l'intime conviction qu'il nous faut nouer un dialogue franc, équilibré et constructif. C'est ce que je fais depuis ma première élection. « Un député pour tous, proche de vous », il y a toujours eu de ma part cette volonté d'être au contact de mes concitoyens. Ainsi, j'ai toujours accédé aux demandes des personnes qui souhaitaient me rencontrer directement lors de mes nombreuses permanences, café au café... mais aussi lors de mes déplacements sur le terrain, visites, inaugurations, réunions... Très souvent, je les ai accompagnées dans leurs démarches personnelles et certains de ceux qui font partie des « gilets jaunes » sont, un jour, venus me voir pour être écoutés et soutenus. C'est pourquoi je n'ai pas souhaité communiquer sur les rencontres précises que j'ai eues avec les « gilets jaunes » qui se sont présentés à titre individuel, car elles sont pour moi normales, régulières, et font partie en premier lieu des fonctions auxquelles je me suis toujours attaché.

Je ne méconnais pas les difficultés exprimées par nombre de nos concitoyens, notamment du monde rural, j'y vis et suis un des rares parlementaires en France à avoir fait le choix d'y installer sa permanence. Fils d'ouvrier agricole, boursier, ayant travaillé pour payer mes études, je connais les parcours difficiles et regrette profondément, comme vous, que l'ascenseur social, dont à force de travail et d'engagement j'ai pu profiter, fonctionne moins bien aujourd'hui qu'hier. Bien avant le mouvement des « Gilets jaunes », j'avais dénoncé une certaine vision hautaine et narquoise de la ruralité véhiculée par certaines élites parisiennes dans mon éditorial du mois de février dernier sur le T.D.C.M (Trou Du Cul du Monde !) qui, à l'époque, avait fait réagir. Cette réponse locale qui vise à faciliter et à entretenir le dialogue doit maintenant déboucher sur une réponse nationale forte et précise.

La situation est complexe. Elle résulte de 40 ans d'inertie politique où droite et gauche n'ont pas su répondre aux attentes des Françaises et des Français ainsi qu'à leurs besoins de long terme. Je ne méconnais pas la part de responsabilités de l'actuel gouvernement, pour autant vous conviendrez qu'en un peu plus de 18 mois il n'a pas créé une crise sociale tout seul. Je ne reviendrai pas sur les causes profondes de ce mécontentement, chacun les connaît. Pour autant, il ne faut pas oublier les lourdes responsabilités des uns et des autres... et notamment celles de certains dans l'opposition qui étaient au pouvoir encore très récemment. Je pense que nous avons aussi, élus et citoyens, un devoir de responsabilités vis-à-vis des générations futures tant pour la transition écologique que pour le mur de

la dette qui symbolise les manquements du passé et représente, aujourd'hui, la somme de 2 600 euros à rembourser toutes les secondes...

Pour autant, nous devons trouver et mettre en place les solutions à la sortie de crise et c'était tout le sens du rendez-vous avec le Premier ministre. Au nom de l'Alliance centriste, j'ai notamment proposé l'adaptation des 80 km/h par les Conseils départementaux, la mise en place d'une instance de dialogue pour renouer avec la population et les corps intermédiaires, l'organisation d'une grande conférence sociale sur le pouvoir d'achat ou encore la taxation des géants du numérique afin de dégager des marges de manœuvre afin de financer notamment la nécessaire transition écologique.

Aujourd'hui, les annonces du Premier ministre sont une avancée significative qui devrait permettre l'apaisement et justifier l'arrêt des violences. En effet, nous ne pouvons ni les cautionner ni cautionner les dégradations des biens qui accompagnent ce mouvement. Une grande majorité des Français effectivement solidaire d'une France qui souffre et qui a du mal à « boucler ses fins de mois » réclame aussi que l'Etat de Droit soit respecté et que la liberté de chacun notamment de se déplacer ou travailler comme notre sécurité soit assurée, et je suis d'accord avec eux. Par exemple, pour la première fois, les actes odieux de saccage de l'Arc de Triomphe et de la tombe du Soldat Inconnu piétinent un symbole d'une Histoire qu'il ne faut pas souiller. L'Etat doit répondre à cette attente, et je tiens à saluer par ailleurs le travail des Forces de l'Ordre investis jour après jour afin de nous protéger et à les en remercier très sincèrement.

Au-delà, l'annulation de la hausse des taxes sur le carbone, sur l'électricité, sur le gazole non routier, sur l'alignement essence-diesel et sur le gaz ou encore celle des modalités du contrôle technique est une main tendue qui devrait permettre le retour au dialogue. Dans ce cadre, l'ouverture d'un large débat sur la fiscalité et les dépenses publiques est à saluer. Il faudra que l'ensemble de la société française, au plus près des territoires, s'empare de cette concertation pour qu'au 1^{er} mars 2019, des solutions très concrètes puissent être proposées et mises en œuvre.

Je prendrai part à ce large débat national et local et je souhaite que toutes celles et ceux qui souhaitent s'engager le fassent. Dans ce cadre, même si mes responsabilités à l'Assemblée notamment dans le cadre de l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN m'obligent à une forte présence à Paris et à l'étranger, j'aurais plaisir à vous rencontrer et échanger avec vous. C'est ensemble que nous pourrions trouver une solution pour toutes et pour tous. Ce sentiment que j'ai au plus profond de moi, cette croyance que ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous divise résonne encore. Notre destin repose sur une voie collective qui sera trouvée à travers le dialogue et la concertation.

Je resterai toujours à votre disposition.

Bien cordialement.

Philippe FOLLIOT

Député du Tarn